

No. 39268

**Paraguay
and
France**

**Convention on extradition between the Government of the Republic of Paraguay and
the Government of the French Republic. Asunción, 16 March 1997**

Entry into force: 1 December 2002 by notification, in accordance with article 23

Authentic texts: French and Spanish

Registration with the Secretariat of the United Nations: Paraguay, 28 March 2003

**Paraguay
et
France**

**Convention d'extradition entre le Gouvernement de la République du Paraguay et le
Gouvernement de la République française. Asunción, 16 mars 1997**

Entrée en vigueur : 1er décembre 2002 par notification, conformément à l'article 23

Textes authentiques : français et espagnol

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Paraguay, 28 mars 2003

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République du Paraguay et

Le Gouvernement de la République française

Conscients des liens historiques profonds qui unissent les deux nations,

Désireux de traduire lesdits liens en instruments juridiques de coopération dans tous les domaines d'intérêt commun et, notamment, celui de la coopération judiciaire,

Souhaitant à cette fin régler d'un commun accord leurs relations en matière d'extradition, dans le respect de leurs principes constitutionnels respectifs,

Sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 1

Les deux Parties s'engagent à se livrer réciproquement, selon les dispositions de la présente convention, toute personne qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux Etats, est poursuivie pour une infraction pénale ou recherchée aux fins d'exécution d'une peine privative de liberté, prononcée par les autorités judiciaires de l'autre Etat comme conséquence d'une infraction pénale.

Article 2

1. Donnent lieu à extradition les infractions pénales punies, selon la loi des deux Etats, d'une peine privative de liberté d'un maximum qui ne soit pas inférieur à deux ans.

2. En outre, si l'extradition est demandée en vue de l'exécution d'un jugement, la partie de la peine restant à exécuter doit être d'au moins six mois.

3. Pour les infractions en matière de taxes, d'impôts, de douane ou de change, l'extradition est accordée dans les conditions prévues par la présente convention.

Article 3

Si la demande d'extradition vise plusieurs infractions pénales distinctes punies chacune par la législation des deux Etats, mais dont certaines ne remplissent pas les conditions prévues par l'article 2, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour ces dernières.

Article 4

La législation de l'Etat requis est applicable aux procédures d'arrestation provisoire, d'extradition et de transit.

CHAPITRE II. REFUS D'EXTRADITION

Article 5

L'extradition n'est pas accordée :

1. Pour les infractions considérées par l'Etat requis comme politiques ou les faits connexes à de telles infractions ;
2. Lorsque l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons ;
3. Lorsque la personne réclamée serait jugée dans l'Etat requérant par un tribunal d'exception ou lorsque l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine infligée par un tel tribunal ;
4. Lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction exclusivement militaire ;
5. Lorsque la personne réclamée a fait l'objet dans l'Etat requis d'un jugement définitif de condamnation ou d'un jugement d'acquittement pour l'infraction ou les infractions à raison desquelles l'extradition est demandée ;
6. Lorsque l'action publique ou la peine sont prescrites conformément à la législation de l'un ou l'autre des Etats.

Article 6

1. L'extradition peut ne pas être accordée si la personne réclamée a la nationalité de l'Etat requis. La qualité de national s'apprécie à la date de la commission des faits.
2. Si, en application du paragraphe précédent, l'Etat requis ne remet pas la personne réclamée pour la seule raison de sa nationalité, celui-ci doit, conformément à sa propre loi, sur dénonciation des faits par l'Etat requérant, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, s'il y a lieu. A cet effet, les documents, rapports et objets concernant l'infraction sont adressés gratuitement par la voie prévue à l'article 13 et l'Etat requérant est informé de la décision intervenue.

Article 7

L'extradition peut être refusée :

1. Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant et que la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite de la même infraction commise hors de son territoire ;
2. Si la personne réclamée fait l'objet, de la part de l'Etat requis, de poursuites pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée ou si les autorités judiciaires de l'Etat requis ont, selon les procédures conformes à la législation de cet Etat, décidé de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour la même infraction ;
3. Si la personne réclamée a fait l'objet d'un jugement définitif de condamnation ou d'acquittement dans un Etat tiers pour l'infraction ou les infractions à raison desquelles l'extradition est demandée ;
4. Si, conformément à la législation de l'Etat requis, il incombe à ses tribunaux de connaître de l'infraction pour laquelle elle a été demandée.

Article 8

1. Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est [demandée, est] punie de la peine capitale par la loi de l'Etat requérant et que, dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de l'Etat requis, ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition peut n'être accordée qu'à la condition que l'Etat requérant donne des assurances, jugées suffisantes par l'Etat requis, que la peine capitale ne sera pas exécutée.

2. Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée est passible d'une peine ou d'une mesure de sûreté à caractère perpétuel ou si la demande est présentée en vue de l'exécution d'une telle peine ou d'une telle mesure, l'extradition pourra être accordée si l'Etat requis considère comme suffisantes les assurances données par l'Etat requérant que sa législation et sa pratique en matière d'exécution des peines permettent des mesures d'aménagement dont pourrait bénéficier la personne réclamée.

Article 9

L'extradition pourra être refusée pour des considérations humanitaires, si la remise de la personne réclamée est susceptible d'avoir pour elle des conséquences d'une gravité exceptionnelle, en raison de son âge ou de son état de santé.

CHAPITRE III. PROCÉDURE

Article 10

1. La demande d'extradition et toutes correspondances ultérieures sont transmises par la voie diplomatique.
2. L'autorité centrale est pour la République du Paraguay le Ministère de la Justice et du Travail, pour la République française le Ministère de la Justice.

Article 11

La demande d'extradition doit être formulée par écrit et accompagnée de :

1. Dans tous les cas,
 - a) Un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée, du lieu et de la date de leur perpétration, de leur qualification et des références aux dispositions légales, indiqués le plus exactement possible ;
 - b) Le signalement permettant d'établir l'identité et la nationalité de la personne réclamée et, si possible, des éléments permettant sa localisation ;
 - c) Le texte des dispositions légales applicables à l'infraction ou aux infractions en cause, les peines correspondantes et les délais de prescription. Lorsqu'il s'agit d'infractions commises hors du territoire de l'Etat requérant, le texte des dispositions légales ou conventionnelles attribuant compétence audit Etat ;
2. Dans le cas d'une demande d'extradition aux fins de poursuite, l'original ou l'expédition authentique du mandat d'arrêt, ou de tout autre acte ayant la même force selon la législation de l'Etat requérant ;
3. Dans le cas d'une demande d'extradition aux fins d'exécution d'une peine, l'original ou l'expédition authentique du jugement de condamnation exécutoire.

Article 12

Si les informations ou documents accompagnant la demande d'extradition sont insuffisants ou présentent des irrégularités, l'Etat requis porte à la connaissance de l'Etat requérant les omissions ou irrégularités à réparer. L'Etat requis indique le délai susceptible d'être établi à cette fin conformément à ses procédures internes.

Article 13

Les documents sont envoyés accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat requis et sont dispensés de toutes formalités de légalisation lorsqu'ils sont transmis par la voie diplomatique.

CHAPITRE IV. PRINCIPE DE SPÉCIALITÉ ET RÉEXTRADITION

Article 14

1. La personne qui aura été extradée ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine pour une infraction pénale antérieure à la remise, autre que celle ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

- a) Lorsque l'Etat qui l'a livrée y consent. Une demande est présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 11 et d'un procès-verbal judiciaire par lequel la personne réclamée déclare si elle accepte l'extension de l'extradition ou si elle s'y oppose. Ce consentement ne peut être accordé que lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée est de nature à donner lieu à extradition aux termes de la présente convention ;

b) Lorsque, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'Etat auquel elle a été livrée, la personne extradée ne l'a pas quitté dans les soixante jours qui suivent sa libération définitive, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

2. Lorsque la qualification légale d'une infraction pour laquelle une personne a été extradée est modifiée, cette personne ne sera poursuivie ou jugée que si l'infraction nouvellement qualifiée :

- a) Peut donner lieu à extradition dans les conditions de la présente convention ;
- b) Vise les mêmes faits que l'infraction pour laquelle l'extradition a été accordée.

Article 15

Sauf dans le cas prévu à l'article 14, paragraphe 1, b, la réextradition au profit d'un Etat tiers ne peut être accordée sans le consentement de l'Etat qui a accordé l'extradition. Ce dernier peut exiger la production des pièces prévues à l'article 11, ainsi qu'un procès-verbal d'audition par lequel la personne réclamée déclare si elle accepte la réextradition ou si elle s'y oppose.

CHAPITRE V. ARRESTATION PROVISOIRE

Article 16

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de l'Etat requérant peuvent demander l'arrestation provisoire de la personne recherchée. La demande d'arrestation provisoire doit indiquer l'existence d'une des pièces prévues à l'article 11 et faire part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition. Elle mentionne également l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, le temps, le lieu et les circonstances de sa commission et les renseignements permettant d'établir l'identité et la nationalité de la personne recherchée.

2. Les autorités centrales s'adressent la demande d'arrestation provisoire par la voie diplomatique, par l'intermédiaire d'Interpol, par courrier, par télécopie, ou par tout autre moyen laissant une trace écrite.

Les Parties pourront modifier, par voie d'échange de notes, la procédure d'arrestation provisoire, en conformité avec leur législation interne, en vue d'en accroître la rapidité et l'efficacité.

3. Dès réception de la demande visée au paragraphe 1, les autorités compétentes de l'Etat requis donnent suite à cette demande conformément à leur législation. L'Etat requérant est informé de la suite donnée à sa demande.

4. L'arrestation provisoire prendra fin si, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de l'arrestation de la personne, l'autorité centrale de l'Etat requis n'a pas été saisie de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 11.

Toutefois, la mise en liberté provisoire de la personne réclamée est possible à tout moment, sauf pour l'Etat requis à prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de cette personne.

5. Le fait qu'il soit mis fin à l'arrestation provisoire en application du paragraphe ci-dessus ne s'oppose pas à l'extradition de la personne réclamée si la demande officielle d'extradition et les pièces visées à l'article 11 parviennent ultérieurement.

CHAPITRE VI. CONCOURS DE REQUÊTES

Article 17

Si l'extradition est demandée concurremment par l'une des Parties et par d'autres Etats, que ce soit pour le même fait ou pour des faits différents, l'Etat requis statuera compte tenu de toutes circonstances et notamment de l'existence d'autres accords internationaux qui licent l'Etat requis, de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne réclamée et de la possibilité d'une extradition ultérieure vers un autre Etat.

CHAPITRE VII. DÉCISION ET REMISE

Article 18

1. L'Etat requis fait connaître à l'Etat requérant sa décision sur l'extradition.

2. Tout rejet, complet ou partiel, est motivé.

3. En cas d'acceptation, l'Etat requérant est informé du lieu et de la date de la remise, ainsi que de la durée de la détention subie par la personne réclamée en vue de son extradition.

4. Si la personne réclamée n'est pas reçue dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date fixée pour sa remise, elle doit être mise en liberté et l'Etat requis pourra, par la suite, refuser son extradition pour les mêmes faits.

5. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de la personne à extradition, l'Etat affecté en informe l'autre Etat ; les deux Etats se mettent d'accord sur une nouvelle date pour la remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

Article 19

1. L'Etat requis peut, après avoir accepté l'extradition, différer la remise de la personne réclamée lorsqu'il existe des procédures en cours à son encontre ou lorsqu'elle purge sur le territoire de l'Etat requis une peine pour une infraction autre, jusqu'à la conclusion de la procédure ou l'exécution de la peine qui lui a été infligée.

2. Au lieu de différer la remise, l'Etat requis peut remettre temporairement la personne réclamée, si sa législation le permet, dans des conditions à déterminer d'un commun accord entre les deux Parties.

3. La remise peut également être différée lorsque, en raison de l'état de santé de la personne réclamée, le transfert est susceptible de mettre sa vie en danger ou d'aggraver son état.

CHAPITRE VIII. REMISE DES OBJETS

Article 20

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis saisit et remet, dans la mesure permise par sa législation, les objets, valeurs ou documents liés à l'infraction :

a) Qui peuvent servir de pièces à conviction, ou

b) Qui, provenant de l'infraction, ont été trouvés en la possession de la personne réclamée.

2. Lorsque l'extradition est accordée, l'Etat requis, en application de sa législation interne, ordonne la remise des objets saisis même si la remise de la personne réclamée ne peut avoir lieu en raison de son décès, de sa disparition ou de son évasion.

3. Lorsque lesdits objets sont susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'Etat requis, ce dernier peut, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Lorsque l'Etat requis ou des tiers ont des droits sur des objets remis à l'Etat requérant aux fins d'un procès pénal, conformément aux dispositions du présent article, ces objets sont restitués le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

CHAPITRE IX. TRANSIT

Article 21

1. Le transit à travers le territoire de l'un des Etats d'une personne qui n'est pas ressortissante de cet Etat, remise à l'autre Etat par un Etat tiers, est accordé sur présentation par la voie diplomatique, de l'un quelconque des documents visés à l'article 11 de la présente convention, à condition que des raisons d'ordre public ne s'y opposent pas ou qu'il ne s'agisse pas d'infractions pour lesquelles l'extradition n'est pas accordée en vertu de l'article 5.

2. Le transit peut être refusé dans tous les autres cas de refus de l'extradition.

3. La garde de la personne incombe aux autorités de l'Etat de transit tant qu'elle se trouve sur son territoire.

4. Dans le cas où la voie aérienne est utilisée, il est fait application des dispositions suivantes :

a) Lorsqu'aucun atterrissage n'est prévu, l'Etat requérant avertit l'Etat dont le territoire doit être survolé, et atteste l'existence de l'un des documents prévus à l'article 11. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produit les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 16 et l'Etat requérant adresse une demande régulière de transit ;

b) Lorsqu'un atterrissage est prévu, l'Etat requérant adresse une demande régulière de transit.

5. L'Etat requérant rembourse à l'Etat de transit tous les frais qui auraient pu être engagés à cet effet.

CHAPITRE X. FRAIS

Article 22

Les frais occasionnés par les procédures internes inhérentes à toute extradition sont à la charge de la partie requise, à l'exception de ceux relatifs au transport de la personne réclamée qui sont à la charge de l'Etat requérant.

CHAPITRE XI. DISPOSITIONS FINALES

Article 23

1. Chacune des deux Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente convention, qui aura lieu le premier jour du deuxième mois suivant la date de la réception de la dernière notification.

2. L'une ou l'autre des deux Parties pourra dénoncer à tout moment la présente convention, par une notification écrite adressée à l'autre Etat par la voie diplomatique ; dans ce cas, la dénonciation prendra effet le premier jour du troisième mois suivant la date de la réception de ladite notification.

3. Les dispositions de la présente convention s'appliquent aux demandes d'extradition présentées postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la Convention, que les faits aient été commis avant ou après cette date.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Assomption, le 16 mars 1997, en double exemplaire en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

RUBEN MELGAREJO LANZONI
Ministre des Relations Extérieures

Pour le Gouvernement de la République française :

MICHEL BARNIER
Ministre délégué aux Affaires Européennes

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENIO DE EXTRADICIÓN
ENTRE EL
GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY
Y
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

**El Gobierno de la República del Paraguay
y
el Gobierno de la República Francesa,**

Conscientes de los profundos vínculos históricos que unen a las dos naciones.

Deseosos de traducir dichos vínculos en instrumentos jurídicos de cooperación en todos los campos de interés común y, particularmente, en el de la cooperación jurídica.

Queriendo con tal fin regular de común acuerdo sus relaciones en materia de extradición en el respeto de sus respectivos principios constitucionales:

Han convenido las siguientes disposiciones:

**CAPITULO I
PRINCIPIOS GENERALES
ARTICULO 1**

Ambas Partes se obligan a entregarse recíprocamente, en las condiciones previstas en el presente Convenio, las personas que, encontrándose en el territorio de uno de los dos Estados, sean requeridas por un delito o para la ejecución de una pena privativa de libertad dictada por las autoridades judiciales del otro Estado como consecuencia de la comisión de un delito.

ARTICULO 2

- 1. Darán lugar a extradición los delitos sancionados por la legislación de ambos Estados con una pena privativa de libertad cuyo máximo no sea inferior a dos años.**
- 2. Cuando la extradición se solicite para la ejecución de una sentencia se requerirá, además, que la parte de la pena que aún falta por cumplir no sea inferior a seis meses.**
- 3. Para los delitos en materia tributaria, aduanera y cambiaria, la extradición será concedida en las condiciones previstas en el presente Convenio.**

ARTICULO 3

Cuando la solicitud de extradición se refiera a diferentes delitos sancionados por la legislación de ambos Estados y no concurriren respecto de alguno de ellos los requisitos previstos por el Artículo 2, el Estado requerido podrá igualmente conceder la extradición respecto de estos últimos.

ARTICULO 4

La legislación del Estado requerido será la aplicable a los procedimientos de detención preventiva, de extradición y de tránsito.

CAPITULO II DENEGACIÓN DE LA EXTRADICIÓN ARTICULO 5

La extradición no será concedida:

- 1. Por los delitos considerados por el Estado requerido como políticos o conexos con delitos de esta naturaleza.**
- 2. Cuando el Estado requerido tuviera razones fundadas para suponer que la solicitud de extradición ha sido presentado con la finalidad de perseguir o sancionar a una persona por motivos de raza, religión, nacionalidad u opiniones políticas, o bien, cuando la situación de dicha persona pudiera verse agravada por alguno de estos motivos.**
- 3. Cuando la persona reclamada vaya a ser juzgada en el Estado requirente por un Tribunal de excepción o cuando la extradición fuera solicitada para la ejecución de una pena dictada por un Tribunal de tal naturaleza.**
- 4. Cuando el delito respecto al cual la extradición es solicitada fuera considerado como un delito exclusivamente militar por el Estado requerido.**
- 5. Cuando la persona reclamada haya sido objeto, en el Estado requerido, de una sentencia firme, de condena o de absolución por el delito o los delitos en razón de los cuales se solicita la extradición.**
- 6. Cuando se hubiera producido la prescripción de la acción penal o de la pena según la legislación de cualquiera de los dos Estados.**

ARTICULO 6

- 1. La extradición podrá no ser otorgada si la persona reclamada posee la nacionalidad del Estado requerido. La calidad de nacional se apreciará a la fecha de la comisión de los hechos.**
- 2. Cuando, en aplicación del ínciso precedente, el Estado requerido no entregare la persona reclamada por la sola razón de su nacionalidad deberá, de conformidad con su propia ley y con base en la denuncia de los hechos realizada por el Estado requirente, someter el caso a sus autoridades competentes para el ejercicio de la acción penal, si hubiere lugar. A tales efectos los documentos, informes y objetos relativos al delito serán remitidos gratuitamente por la vía prevista en el Artículo 13 y el Estado requirente será informado de la decisión adoptada.**

ARTICULO 7

La extradición podrá denegarse:

1. **Cuando el delito se hubiere cometido fuera del territorio del Estado requerente y la legislación del Estado requerido no autorizare la acción penal por el mismo delito cometido fuera de su territorio.**
2. **Cuando la persona reclamada ha sido objeto, en el Estado requerido, de acciones penales por el delito que origina la solicitud de extradición, o cuando las autoridades judiciales del Estado requerido han decidido poner fin a dichas acciones, según los procedimientos previstos a tales efectos por sus leyes.**
3. **Cuando la persona reclamada ha sido objeto de una sentencia firme de condena o de absolución en un tercer Estado por el delito o los delitos que originaron la solicitud de extradición.**
4. **Cuando, conforme a la legislación del Estado requerido, corresponda a sus tribunales conocer del delito por el cual aquella ha sido solicitada.**

ARTICULO 8

1. **Cuando el delito que motiva la solicitud de extradición fuere castigado con la pena de muerte por la ley del Estado requerente y que dicha pena no estuviere prevista para este caso por la ley del Estado requerido, o que ella generalmente no se ejecutare, podrá no concederse la extradición, salvo que el Estado requerente otorgue garantías, consideradas suficientes por el Estado requerido, de que la pena de muerte no será ejecutada.**
2. **Cuando el delito que motiva la solicitud de extradición fuere pasible de una pena o de una medida de seguridad de carácter perpetuo o cuando la solicitud fuere presentada a los efectos de la ejecución de tal pena o medida, la extradición podrá ser concedida si el Estado requerido considera como suficientes las garantías dadas por el Estado requerente de que su legislación y su práctica en materia de ejecución de penas admiten medidas de reducción que pudieran beneficiar a la persona reclamada.**

ARTICULO 9

La extradición podrá ser denegada por consideraciones humanitarias, en caso de que la entrega de la persona reclamada pudiera tener consecuencias de una gravedad excepcional, debido a su edad o a su estado de salud.

CAPITULO III PROCEDIMIENTO ARTICULO 10

1. **La solicitud de extradición y todas las comunicaciones posteriores serán cursadas por la vía diplomática.**

2. La Autoridad Central será para la República del Paraguay el Ministerio de Justicia y Trabajo; para la República Francesa el Ministerio de Justicia.

ARTICULO 11

La solicitud de extradición deberá presentarse por escrito y será acompañada de:

1. **En todos los casos:**

- a. **Exposición de los hechos por los que se solicita, lugar y fecha de su comisión, tipificación y referencia a las disposiciones legales aplicables, indicado todo ello, con la mayor exactitud posible.**
 - b. **Información que permita establecer la identidad y nacionalidad de la persona reclamada y, de ser posible, los elementos que permitan su localización.**
 - c. **Texto de las disposiciones legales relativas al delito o a los delitos de que se trate, penas correspondientes y plazos de prescripción. Tratándose de delitos cometidos fuera del territorio del Estado requerente, texto de las disposiciones legales o convencionales que le atribuyan competencia.**
2. **En caso de una solicitud de extradición a efectos de procesamiento: original o copia autenticada de la orden de detención o cualquier otra orden judicial que tenga la misma fuerza, según la legislación del Estado requerente.**
 3. **En caso de una solicitud de extradición a efectos de la ejecución de una pena: original o copia autenticada de la sentencia ejecutada.**

ARTICULO 12

En caso de que la información o documentos que acompañen la solicitud de extradición resultaren insuficientes o presentaren irregularidades, el Estado requerido informará al Estado requerente las omisiones o irregularidades que sea necesario subsanar. El Estado requerido indicará el plazo que, conforme con sus procedimientos internos, pueda ser establecido al respecto.

ARTICULO 13

Los documentos serán enviados acompañados de traducción al idioma del Estado requerido y estarán exentos de legalización cuando fueren transmitidos por la vía diplomática.

CAPITULO IV

PRINCIPIO DE ESPECIALIDAD Y REEXTRADICION

ARTICULO 14

1. **La persona que haya sido extraditada, no será procesada, juzgada, ni detenida para la ejecución de una pena por un delito anterior a la entrega y diferente al que hubiere motivado la extradición, salvo en los casos siguientes:**

- a) Cuando mediare el consentimiento del Estado que la haya entregado. A estos efectos, se presentará una solicitud acompañada de los documentos previstos en el Artículo 11 y de un acta judicial consignando la declaración de la persona reclamada, en el sentido de que acepta o se opone a la ampliación de la extradición. Este consentimiento solo podrá ser otorgado cuando la naturaleza del delito por el que se la solicite permita dar lugar a la extradición según los términos del presente Convenio.
 - b) Cuando la persona extraditada, habiendo tenido la posibilidad de abandonar el territorio del Estado al cual fue entregada, permaneciere en él más de sesenta días después de la liberación definitiva o regresare a él tras haberlo abandonado.
2. Cuando haya sido modificada la calificación del delito que originó la extradición de una persona, ésta solo podrá ser procesada o enjuiciada cuando la nueva calificación del delito:
- a) pudiera dar lugar a la extradición según las condiciones del presente Convenio.
 - b) se refiriera a los mismos hechos que el delito por el cual la extradición hubiera sido concedida.

ARTICULO 15

Salvo en el caso previsto en el Artículo 14, Inciso 1, b, la reextradición hacia un tercer Estado no podrá ser otorgada sin el consentimiento del Estado que concedió la extradición. Este podrá exigir la presentación de los documentos previstos en el Artículo 11, al igual que un Acta judicial consignando la declaración de la persona reclamada, en el sentido de que acepta o se opone a la reextradición.

CAPITULO V DETENCIÓN PREVENTIVA ARTICULO 16

- 1. En caso de urgencia, las autoridades competentes del Estado requirente podrán solicitar la detención preventiva de la persona reclamada. La solicitud de detención preventiva deberá indicar la existencia de alguno de los documentos previstos en el Artículo 11, y comunicar la intención de presentar una solicitud de extradición. Mencionará, asimismo, el delito por el cual será solicitada, así como la fecha, el lugar, las circunstancias de su comisión y la información que permita establecer la identidad y la nacionalidad de la persona requerida.
- 2. Las autoridades centrales se cursarán la solicitud de detención preventiva por la vía diplomática, por intermedio de Interpol, por correo, por facsímil, o por cualquier otro medio del que quede constancia escrita.

De conformidad con su legislación interna y a los efectos de incrementar su agilidad y eficacia, las Partes podrán modificar mediante canje de notas, el procedimiento de detención preventiva.

3. A partir de la recepción de la solicitud prevista en el Inciso 1, las autoridades competentes del Estado requerido darán curso a la misma de conformidad con su legislación. El Estado requirente será informado del trámite dado a su solicitud.
4. La detención preventiva concluirá si, en un plazo de cuarenta y cinco días contados desde el arresto de la persona, la autoridad central del Estado requerido no hubiera recibido la solicitud de extradición y los documentos mencionados en el Artículo 11. Sin embargo, es posible en todo momento, otorgar la libertad provisional a la persona reclamada, siempre que el Estado requerido adopte las medidas que considere necesarias para evitar la fuga de dicha persona.
5. El hecho de que haya concluido la detención preventiva en aplicación del Inciso precedente, no impedirá la extradición de la persona reclamada si la solicitud formal de extradición y los documentos a que refieren el Artículo 11 fueron recibidos posteriormente.

**CAPITULO VI
SOLICITUDES CONCURRENTES
ARTICULO 17**

Cuando la extradición fuere solicitada en forma concurrente por una de las Partes y por otros Estados, ya sea por el mismo hecho o por hechos diferentes, el Estado requerido decidirá teniendo en cuenta todas las circunstancias y, especialmente, la existencia de otros Acuerdos internacionales que le obliguen, la gravedad relativa y el lugar de comisión de los delitos, las fechas respectivas de las solicitudes, la nacionalidad de la persona reclamada y la posibilidad de su posterior extradición hacia otro Estado.

**CAPITULO VII
DECISIÓN Y ENTREGA
ARTICULO 18**

1. El Estado requerido comunicará al Estado requirente su decisión respecto de la extradición.
2. Toda denegatoria, total o parcial, será fundada.
3. En caso de su otorgamiento, el Estado requirente será informado del lugar y de la fecha de la entrega, al igual que de la duración de la detención sufrida por la persona reclamada a los fines de la extradición.
4. En caso de que la persona reclamada no fuera recibida en un plazo de cuarenta y cinco días, contados a partir de la fecha fijada para su entrega, será puesta en libertad y el Estado requerido podrá, posteriormente, rechazar su extradición por los mismos hechos.

5. En caso de fuerza mayor que impidiere la entrega o la recepción de la persona a extraditar, el Estado afectado lo notificará al otro Estado. Ambos Estados acordarán una nueva fecha para la entrega, aplicándose las disposiciones del Inciso 4 del presente Artículo.

ARTICULO 19

1. El Estado requerido podrá, después de acceder a la extradición, diferir la entrega de la persona reclamada cuando existieran procedimientos en trámite en su contra, o cuando se encontrara cumpliendo una pena en su territorio por un delito distinto, hasta la conclusión de los procedimientos o el cumplimiento de la pena que le hubiera sido impuesta.
2. Si su legislación lo permitiera, en lugar de diferir la entrega, el Estado requerido podrá entregar temporalmente la persona reclamada, en las condiciones que de común acuerdo establecieren ambos Estados.
3. La entrega podrá igualmente ser diferida cuando, por las condiciones de salud de la persona reclamada, el traslado pudiera poner en peligro su vida o agravar su estado.

CAPITULO VIII ENTREGA DE OBJETOS ARTICULO 20

1. A solicitud del Estado requirente, el Estado requerido incautará y entregará, en la medida de lo que permita su legislación, los objetos, valores o documentos vinculados al delito:
 - a) Cuando pudieren servir como prueba, o
 - b) Cuando, provenientes del delito, se encontraren en posesión de la persona reclamada.
2. Cuando la extradición haya sido concedida, el Estado requerido, en aplicación de su legislación interna, ordenará la entrega de los objetos incautados, aún cuando la entrega de la persona reclamada no pudiera tener lugar en razón de su muerte, desaparición o evasión.
3. Cuando los objetos referidos fueren susceptibles de incautación o decomiso en el territorio del Estado requerido, éste podrá, a los fines de un procedimiento penal en trámite, conservarlos temporalmente o remitirlos bajo condición de restitución.
4. Cuando el Estado requerido o terceras personas tuvieren derechos sobre los bienes remitidos al Estado requirente a los fines de un procedimiento penal, de conformidad con lo dispuesto en el presente Artículo, dichos bienes serán restituidos al Estado requerido lo antes posible, y sin cargo alguno.

**CAPITULO IX
TRÁNSITO
ARTICULO 21**

1. El tránsito por el territorio de uno de los Estados de una persona que no sea su nacional, entregada al otro por un tercer Estado, será autorizado ante la presentación por la vía diplomática de alguno de los documentos señalados en el Artículo 11 del presente Convenio, siempre que no se opusieren razones de orden público o que no se trataren de delitos por los cuales la extradición no fuera otorgada en virtud de lo dispuesto por el Artículo 5.
2. El tránsito podrá ser rechazado en los restantes casos de denegación de la extradición.
3. La custodia de la persona corresponderá a las autoridades del Estado de tránsito mientras ella se encuentre en su territorio.
4. En caso de utilizarse la vía aérea, regirán las siguientes disposiciones:
 - a) Cuando no se haya previsto aterrizaje, el Estado requerente deberá notificar al Estado cuyo territorio será sobrevolado y le certificará la existencia de alguno de los documentos previstos en el Artículo 11. En caso de aterrizaje fortuito, dicha notificación surtirá efectos de solicitud de detención provisional, de conformidad con el Artículo 16, y el Estado requerente deberá presentar una solicitud regular de tránsito.
 - b) Cuando se haya previsto aterrizaje, el Estado requerente deberá presentar una solicitud regular de tránsito.
5. El Estado requerente reembolsará al de tránsito todos los gastos en que este incurriera con tal motivo.

**CAPITULO X
GASTOS
ARTICULO 22**

Los gastos ocasionados por los procedimientos internos inherentes a toda extradición estarán a cargo de la Parte requerida, con excepción de los relativos al transporte de la persona reclamada, los que estarán a cargo del Estado requerente.

**CAPITULO XI
DISPOSICIONES FINALES
ARTICULO 23**

1. Las Partes se notificarán el cumplimiento de sus procedimientos constitucionales para la entrada en vigor del presente Convenio, la que tendrá lugar el primer día del segundo mes siguiente a la fecha de la recepción de la última notificación.

2. Las Partes podrán en cualquier momento denunciar el presente Convenio mediante notificación escrita cursada al otro Estado por la vía diplomática.

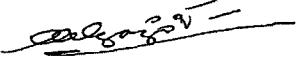
La denuncia surtirá efecto a partir del primer día del tercer mes siguiente a la fecha de recepción de dicha notificación.

3. Las extradiciones solicitadas después de la entrada en vigor de este Convenio se regirán por sus cláusulas, cualquiera sea la fecha de comisión del delito.

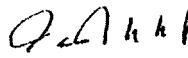
En fe de lo cual, los representantes de los dos Gobiernos, debidamente autorizados, suscriben el presente Convenio.

Hecho en Asunción, el diecisési de marzo de mil novecientos noventa y siete, en dos ejemplares, en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

POR EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA DEL PARAGUAY


RUBEN MELGAREJO LANZONI
Ministro de Relaciones Exteriores

POR EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA FRANCESA


MICHEL BARNIER
Ministro delegado de Relaciones Europeas

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON EXTRADITION BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF PARAGUAY AND THE GOVERNMENT OF THE
FRENCH REPUBLIC

The Government of the Republic of Paraguay and the Government of the French Republic,

Bearing in mind the profound historical ties that unite the two nations,

Desiring to translate those ties into legal instruments of cooperation in all areas of common interest, and, particularly, that of judicial cooperation,

Wishing to that end to regulate by mutual agreement their relations in the area of extradition, in accordance with their respective constitutional principles,

Have agreed as follows:

CHAPTER I. GENERAL PRINCIPLES

Article 1

Each Party agrees to extradite to the other, in accordance with the provisions of this Convention, any person found within its territory who is charged with a criminal offence or sought for the purpose of enforcement of a custodial penalty handed down by the judicial authorities of the other State as a consequence of a criminal offence.

Article 2

1. Extraditable offences are criminal offences punishable, under the law of the two States, by a custodial penalty of at least two years.

2. Furthermore, if the extradition is requested for the purpose of the enforcement of a judgement, at least six months of the sentence must remain to be served.

3. For offences relating to taxation, customs or exchange, extradition shall be granted under the conditions provided for by this Convention.

Article 3

If the request for extradition includes several separate criminal offences, each of which is punishable under the laws of the two States, but some of which do not fulfil the conditions set out in article 2, the requested State may also grant extradition for such offences.

Article 4

The legislation of the requested State shall apply to the procedures of provisional arrest, extradition and transit.

CHAPTER II. REFUSAL OF EXTRADITION

Article 5

Extradition shall not be granted:

1. For offences considered by the requested State to be political offences or conduct connected with such offences;
2. When the requested State has substantial grounds for believing that the request for extradition has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of race, religion, nationality or political opinions or that the situation of that person may be prejudiced for any of those reasons;
3. When the person sought would be tried in the requesting State by an ad hoc tribunal or when extradition is requested for the enforcement of a penalty imposed by such a court;
4. When the offence for which extradition is requested is considered by the requested State to be an exclusively military offence;
5. When the person sought has been finally convicted or acquitted in the requested State in respect of the offence or offences for which extradition is requested;
6. When the time limit for public right of action or punishment has expired in accordance with the law of either State.

Article 6

1. Extradition may not be granted if the person sought is a national of the requested State. Nationality shall be determined as of the day of the commission of the acts.
2. If, in application of the preceding paragraph, the requested State does not surrender the person sought solely because of his or her nationality, it shall, in accordance with its own law, upon denunciation of the acts by the requesting State, submit the case to its competent authorities for criminal prosecution, where appropriate. Accordingly, documents, reports and property related to the offence shall be sent free of charge through the channel provided for in article 13 and the requesting State shall be informed of the decision taken.

Article 7

Extradition may be refused:

1. If the offence has been committed outside the territory of the requesting State and the law of the requested State does not authorize prosecution of the same offence committed outside its territory;
2. If the person sought is being prosecuted by the requested State for the offence for which extradition is requested or if the judicial authorities of the requested State have decided, in accordance with the procedures under the law of that State, to terminate the prosecution that they have instituted for the same offence;
3. If the person sought was finally convicted or acquitted in a third State for the offence or offences for which extradition is requested;

4. If, in accordance with the law of the requested State, its courts have jurisdiction over the offence for which extradition has been requested.

Article 8

1. If the offence for which extradition is requested carries the death penalty under the law of the requesting State and, in this event, such a penalty is not provided for under the law of the requested State, or is not generally imposed, extradition may be granted only on condition that the requesting State gives assurances, deemed sufficient by the requested State, that the death penalty will not be imposed.

2. If the offence for which extradition is requested is punishable by a sentence or security measure for life or if the request is made with a view to the enforcement of such a sentence or measure, extradition may be granted if the requested State considers to be sufficient the assurances given by the requesting State that its law and practice in respect of the enforcement of penalties allows for adjustment measures from which the person sought may benefit.

Article 9

Extradition may be refused on humanitarian grounds if the surrender may have exceptionally grave consequences for the person sought because of his or her age or health.

CHAPTER III. PROCEDURE

Article 10

1. The request for extradition and all subsequent correspondence shall be sent through the diplomatic channel.

2. The central authority is the Ministry of Justice and Labour for the Republic of Paraguay and the Ministry of Justice for the French Republic.

Article 11

The request for extradition shall be made in writing and accompanied by:

1. In all cases,

(a) A statement providing as accurate an indication as possible of the facts for which extradition is requested, the time and place of their commission, their characterization and the applicable legal provisions;

(b) A description making it possible to establish the identity and nationality of the person sought and, if possible, information making it possible to help to find that person;

(c) The text of the legal provisions applicable to the relevant offence or offences, the corresponding penalties and periods of limitation. Where offences have been committed outside the territory of the requesting State, the text of the legal or treaty provisions conferring jurisdiction on that State.

2. In the event of a request for extradition for the purposes of prosecution, the original arrest warrant, or a certified copy of that warrant or of any other instrument having the same force under the law of the requesting State;
3. In the event of a request for extradition for the purposes of enforcement of a penalty, the original of the enforceable sentence or a certified copy thereof.

Article 12

If the information or documents accompanying the request for extradition are insufficient or contain irregularities, the requested State shall inform the requesting State of the omissions or irregularities to be remedied. The requested State shall indicate the time limit which may be set for this purpose in accordance with its internal procedures.

Article 13

The documents sent shall be accompanied by a translation into the language of the requested State and shall be exempt from all certification formalities when they are transmitted through the diplomatic channel.

CHAPTER IV. PRINCIPLE OF SPECIALITY AND RE-EXTRADITION

Article 14

1. A person who has been extradited shall not be prosecuted, tried or detained for the purpose of enforcement of a sentence for a criminal offence committed prior to the surrender, other than that for which extradition was granted, except in the following cases:

(a) When the State which extradited the person consents thereto. A request shall be presented for this purpose, together with the documents set out in article I1 and a judicial record by which the person sought states whether he or she accepts the extension of extradition or opposes it. Such consent may only be granted when the offence for which it is requested is of such a nature as to justify extradition under the provisions of this Convention;

(b) When the person extradited has had an opportunity to leave the territory of the State to which he or she was extradited and has not done so within 60 days following final discharge, or, having left, has returned to that State.

2. When the legal nature of an offence for which a person has been extradited is changed, the person shall not be prosecuted or tried unless the new description of the offence:

- (a) Would justify extradition under this Convention;
- (b) Relates to the same conduct as the offence for which extradition was granted.

Article 15

Save as provided in article I4, paragraph 1 (b), re-extradition towards a third State may not be granted without the consent of the State which has granted extradition. The latter

may insist that the written evidence provided for in article 11 be produced, as well as a judicial record by which the person sought states whether he or she accepts or opposes the re-extradition.

CHAPTER V. PROVISIONAL ARREST

Article 16

1. In cases of urgency, the competent authorities of the requesting State may request the provisional arrest of the person sought. The request for provisional arrest shall indicate the existence of one of the documents provided for in article 11 and give notice of the intention to send a request for extradition. It shall also mention the offence for which extradition is requested, and the time, place and circumstances of its commission and provide information making it possible to establish the identity and nationality of the person sought.

2. The central authorities shall send the request for provisional arrest through the diplomatic channel, through the International Criminal Police Organization (Interpol), by post or fax or any other medium which leaves a written record.

The Parties may, through an exchange of notes, change the provisional arrest procedure, in accordance with their internal law, with a view to making the procedure more expeditious and effective.

3. As soon as the request referred to in paragraph 1 is received, the competent authorities of the requested State shall act upon it in accordance with their law. The requesting State shall be informed of the action taken with respect to its request.

4. Provisional arrest shall terminate if within 45 days following the arrest of the person, the central authority of the requested State has not received the request for extradition and the documents referred to in article 11.

However, the possibility of provisional release at any time is not excluded but the requested State shall take such measures as it considers necessary in order to prevent the person's escape.

5. The fact that the provisional arrest has been terminated in accordance with the preceding paragraph shall not impede the extradition of the person sought if the official request for extradition and the documents referred to in article 11 subsequently arrive.

CHAPTER VI. CONFLICTING REQUESTS

Article 17

If extradition is requested concurrently by one of the Parties and by other States, whether for the same act or for different acts, the requested State shall make a decision, having regard to all the circumstances, and in particular, the existence of other international agreements binding upon the requested State, the relative seriousness of the offences and the place where they were committed, the respective dates of the requests, the nationality of the person sought and the possibility of subsequent extradition to a third State.

CHAPTER VII. DECISION AND SURRENDER

Article 18

1. The requested State shall advise the requesting State of its decision with respect to the extradition.
2. Reasons shall be given for any refusal, whether complete or partial.
3. If extradition is granted, the requesting State shall be informed of the place and time of surrender, as well as the length of time the person sought has been detained with a view to extradition.
4. If the person sought is not received within 45 days following the date set for his or her surrender, he or she shall be released and the requested State may subsequently refuse to extradite him or her for the same acts.
5. In the event that force majeure prevents the surrender or reception of the person to be extradited, the State concerned shall notify the other State; the two States shall agree on a new date for the surrender and the provisions of paragraph 4 of this article shall apply.

Article 19

1. The requested State may, after accepting extradition, postpone the surrender of the person sought, when there are proceedings in progress against him or her or he or she is serving a sentence in the territory of the requested State for another offence, until the proceedings have been completed or the sentence served.
2. Instead of postponing surrender, the requested State may temporarily surrender the person sought, if its law so allows, in accordance with conditions to be determined by common consent between the two Parties.
3. Surrender may also be postponed when, because of the state of health of the person sought, the transfer is liable to endanger that person's life or aggravate his or her condition.

CHAPTER VIII. SURRENDER OF PROPERTY

Article 20

1. Upon request of the requesting State, the requested State shall seize and surrender, to the extent permitted by its legislation, any property, valuables or documents connected with the offence:
 - (a) That may be used as an exhibit, or
 - (b) That were obtained by the commission of the offence and were found in the possession of the person sought.

2. When extradition is granted, the requested State, in accordance with its internal law, shall order the surrender of seized property even if the surrender of the person sought cannot take place because that person has died, disappeared or escaped.

3. When such property is subject to seizure or confiscation in the territory of the requested State, that State may, for purposes of criminal proceedings then in progress, keep it temporarily or surrender it on the condition that it be returned.

4. When the requested State or third States have rights to the property surrendered to the requesting State for the purposes of criminal proceedings, in accordance with the provisions of this article, this property shall be returned to the requested State as soon as possible and free of charge.

CHAPTER IX. TRANSIT

Article 21

I. Transit through the territory of one of the States of a person who is not a national of that State and has been surrendered to the other State by a third State shall be granted on presentation through the diplomatic channel of any of the documents referred to in article 11 of this Convention, provided that this is not incompatible with public policy and that the offences concerned are not among those in which, by virtue of article 5, extradition is not granted.

2. Transit may be refused in all other cases in which extradition is refused.

3. The authorities of the State of transit shall be responsible for custody of the person as long as that person is in its territory.

4. Where air transport is used, the following provisions shall apply:

(a) When no landing is scheduled, the requesting State shall advise the State whose territory is to be overflowed and shall certify that one of the documents referred to in article 11 exists. In the case of an unscheduled landing, this advice shall have the effect of a request for provisional arrest pursuant to article 16 and the requesting State shall forward a normal transit request;

(b) When a landing is scheduled, the requesting State shall forward a normal transit request.

5. The requesting State shall reimburse the State of transit for all expenses that may have been incurred for this purpose.

CHAPTER X. COSTS

Article 22

The costs incurred in connection with the internal procedures arising from any extradition shall be borne by the requested party, with the exception of those relating to the transport of the person sought, which shall be borne by the requesting State.

CHAPTER XI. FINAL PROVISIONS

Article 23

1. Each of the two Parties shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the second such notification.
2. Either Party may denounce this Convention at any time by sending written notification to the other State through the diplomatic channel; in this case, the denunciation shall take effect on the first day of the third month following the date of receipt of such notification.
3. The provisions of this Convention shall apply to requests for extradition presented after the date of entry into force of the Convention, regardless of whether the acts were committed before or after that date.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Governments, being duly authorized for that purpose, have signed this Convention.

DONE at Asunción on 16 March 1997, in duplicate in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Paraguay

RUBEN MELGAREJO LANZONI
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the French Republic

MICHEL BARNIER
Minister of Delegate for European Affairs